

Genève, le samedi 13 mai 2023

Conférences Réinfo Santé Suisse International

Coup d'état sanitaire planétaire ?

De Tchernobyl à Covid-19 : L'OMS détournée de son mandat

par Robert J. Parsons

L'OMS a une fonction normative, ce qui signifie qu'elle est autorisée à créer des normes dans le domaine de la santé publique. C'est cette fonction qui a été évoquée quand l'OMS a lancé le projet d'un traité pour le contrôle du tabac.

Parmi les buts exprimés dans le Préambule de sa Constitution, on trouve les suivants.

« La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

« La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. »

« La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité ; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des États. »

La conduite de l'OMS, déjà pendant la première décennie de son existence, commence à dévier considérablement de ces buts et ce dans le domaine de la radiation ionisante qui est devenue un souci majeur pour l'humanité suite au développement et l'utilisation de la bombe atomique par les États-Unis et la poursuite d'un arsenal nucléaire qui s'en est suivie.

Bon nombre de scientifiques furent profondément inquiétés par cette entreprise. Robert Oppenheimer, « père de la bombe atomique » ne s'est rendu compte que trop tard de l'aspect diabolique des forces qu'il avait libérées en créant un tel engin de destruction. Ses tentatives de freiner, voire arrêter, tout développement ultérieur se sont heurtées à l'opposition ferme du complexe militaro-industriel, aboutissant à son exclusion formelle des cercles dont il avait été le membre le plus éminent. Il a fini sa vie en exil aux Îles Vierges états-uniennes.

Avec l'essai réussi d'un engin nucléaire par l'Union soviétique en 1949, une course aux armes nucléaires vit le jour, et le spectre d'une guerre d'une destructivité capable de détruire toute vie sur la planète, une opposition à cette folie commence à voir le jour parmi les scientifiques, opposition qui,

au fur et à mesure qu'elle grandit, menace les plans de domination terrestre nourris par les dirigeants états-unien.

Pour calmer le jeu, Eisenhower, arrivé à la présidence en janvier 1953, prononce le 8 décembre de cet an devant l'Assemblée générale de l'ONU un discours censé mettre de l'ordre dans l'affaire. Il appelle à la création d'une agence internationale chargée de contrôler l'utilisation des matières nucléaires, qui seraient consacrées à des fins pacifiques « atomes pour la paix ».

Il ne fait pas de doute qu'il entendait que le contrôle – musclé, voire absolu – de cette agence reste entre mains des États-Unis en permanence. Ainsi est née l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) dont le mandat est la promotion du nucléaire. L'emphase sur une électricité trop abondante pour qu'il vaille la peine de la mesurer afin de la facturer « *unmeterable electricity* » est censée persuader les peuples du monde que l'entreprise nucléaire est un bienfait incontestable pour l'humanité.

Pourtant, le but principal de la construction de réacteurs pour produire l'électricité est la création de son produit secondaire, à savoir le plutonium, pour des armes nucléaires.

Le débat parmi les scientifiques se poursuit quand même, surtout entre les personnes du domaine médical, qui comprennent depuis des décennies le danger de l'énergie ionisante pour toute forme de vie. Ce débat se répercute sur les discussions en cours à l'OMS, de sorte que celle-ci met sur pied un groupe de travail chargé d'en explorer et mesurer plus précisément que ne l'a été fait jusque-là les dimensions de ce danger.

Le groupe est placé sous la direction de Herman Joseph Muller, généticien états-unien qui, déjà en 1926, posa les bases de l'étude des effets des rayonnements ionisants sur le génome, travail qui fut reconnu par le prix Nobel de physiologie/médecine en 1946.

En 1957 vit le jour un recueil d'essais, *Effets génétiques des radiations chez l'homme : Rapport d'un Groupe d'étude réuni par l'OMS et Communications présentées par plusieurs membres de ce Groupe*.

Dans un second rapport l'année suivante, le groupe aborda la question de la santé mentale d'un monde menacé en permanence par l'extermination atomique issue de cet utilisation « pacifique » du nucléaire.

En 1958, l'OMS publia la suite (*Rapports techniques*, N° 151, p.59, OMS, Genève, 1958) où l'on peut lire : « Cependant, du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait pris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude

et qui, pour citer Joseph Addison, le poète anglais du XVIIIe siècle saut 'chevaucher l'ouragan et diriger la tempête'.»

En avril 1986 la catastrophe de Tchernobyl intervint.

Sur la page que lui consacre le portail de l'OMS, parlant des hommes « liquidateurs » recrutés pour éteindre le feu au réacteur et construire le sarcophage qui doit lui servir de tombeau, on lit : « Parmi les liquidateurs avec des doses au-dessus de 200 mSv, de l'évidence est en train d'émerger d'une faible augmentation de leucémie.» Parmi les liquidateurs recevant en moyenne 120 m-Sv, « cette cohorte est potentiellement à risque de cancer et d'autre maladies, et l'évolution de leur santé continue à être suivie de près.» Il convient de noter que la dose annuelle de radiation ionisante « permise » est de 1 mSv par an.

(La « dose permise » entérinée par l'OMS est la dose qui ne produira pas plus de cas de cancer que ne peut prendre en charge le système hospitalier états-unien des années 1950.)

Le chiffre ferme de 51 morts attribuables à la catastrophe, qui pendant longtemps faisait foi auprès de l'OMS, a disparu de la page sans explication aucune et sans être remplacé par un autre chiffre qui aurait pu servir de mise à jour. Donc, l'OMS semble ne reconnaître aucune mort, selon les informations actuellement fournies par l'organisation.

Pourtant, en avril 2006, lors du vingtième anniversaire de la catastrophe, l'Ukraine, qui avec la Russie et la Biélorussie est l'un des trois pays à en être les plus touchés et qui luttait bec et ongle pour en minimiser dans l'esprit du public les effets néfastes, rend public un communiqué dans lequel le gouvernement avance comme nombre de personnes souffrant de ces effets néfastes le chiffre de 2'646'106, dont un tiers des enfants.

La même année en novembre, à la faculté de médecine de l'université de Berne a lieu une conférence consacrée aux liquidateurs. Le chiffre officiel dépassait bien 800'000, mais les organisations de la société civile font état de bon nombre de personnes qui ne sont pas comptées pour des raisons diverses et misent sur un total qui dépasse le million.

On est loin des propos de la page du portail de l'OMS, qui, d'ailleurs, n'a pas été mis à jour depuis 2006 et qui, elle, est loin des propos du groupe d'experts des années 1950.

Qu'est-ce qui s'est passé pour un effectuer un tel revirement ?

La réponse ? Il s'agit de l'accord passé entre l'OMS et l'AIEA, approuvé par l'Assemblée mondiale de la santé le 28 mai 1958. Il stipule : « Chaque fois que l'un des parties se propose d'entreprendre un programme ou une

activité dans un domaine qui présente ou qui peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord.»

Compte tenu de cette stipulation, on est en droit de demander quelle est exactement la relation entre l'OMS et l'AIEA ?

L'OMS nous informe : « Mention a souvent été faite de l'accord de 1959 avec l'AIEA. Il s'agit d'un accord normal semblable aux accords avec d'autres agences onusiennes comme moyen d'établir les champs de travail respectifs. Cet accord n'a pas une seule fois été utilisé pour arrêter ou restreindre le travail de l'OMS. » Pourtant, si l'on parcourt les *Documents fondamentaux* de l'OMS, on ne trouve pareille disposition nulle part dans les autres textes réglant les relations entre l'OMS et d'autres organisations internationales, n'en déplaise à l'OMS.

L'OMS enfonce le clou : « L'accord sert à promouvoir la coopération et la consultation entre l'OMS et l'AIEA. Il a été approuvé par le plus haut organe de gouvernance de chaque organisation.

« L'accord entre l'AIEA n'affecte aucunement l'exercice impartial et indépendant par l'OMS de ses responsabilités statutaires ; il ne suborne pas non plus l'une organisation à l'autre.

« La clause qui figure dans l'Article 3, s'agissant de la sauvegarde d'information confidentielle est une disposition normale qui se trouve dans beaucoup d'accords de ce genre (y compris le BIT, l'UNESCO etc.) ».

En novembre 1995, en anticipation du dixième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le directeur général, Hiroshi Nakajima organise une conférence de plus de 700 scientifiques. Les invitations annoncent que les actes de la conférence seront publiés en mars 1996, un mois avant la date anniversaire du 26 avril.

Les actes ne paraissent pas, bien que promis et l'OMS organise une seconde conférence qui soutient ses prétentions quant aux nombres de morts etc.

Les copies sur papier des rapports présentés à la conférence initiale seront retrouvés dans le bureau du docteur Gennady Souchkevitch, seule personne à l'OMS à avoir été formée pour traiter du sujet de la radiation ionisante et la santé. La doctoresse Rosalie Bertell, qui a passé sa vie dans ce même domaine s'est servie de ses documents pour ses recherches et les monographies qui en sont issues. Pourtant, des personnes qui travaillaient à l'OMS à l'époque insistent que les actes aient bien été imprimés.

Ce journaliste a tenté une recherche et s'est adressé à l'équipe qui s'occupe du quai de chargement au siège de l'OMS où il a pu trouver quelqu'un se rappelait bien l'arrivée des copies imprimées, format A-4, emballées en plastique en paquets de dix ou douze et chargées sur des palettes en bois.

« On nous a dit de ne pas les déplacer pour le moment. Quelques jours plus tard, on les a rechargées sur un camion pour les emporter. »

« Pour aller où ? »

« À l'incinérateur. »

Le livre définitif sur la catastrophe de Tchernobyl est *Le crime de Tchernobyl : Le goulag nucléaire*, publié à Genève en 2006 chez Actes Sud.

Le meilleur travail global sur les dangers du nucléaire est [*A Primer in the Art of Deception: The Cult of Nuclearists, Uranium Weapons and Fraudulent Science*](#) par Paul Zimmerman. Toute tentative de le faire éditer a abouti à un refus sec, de sorte qu'il l'a fait éditer lui-même. Il est toujours disponible chez lui à Post Office Box 145, Lyndonville, New York 14098, États-Unis d'Amérique.

Dans les deux cas il s'agit d'un tome de plus de 700 pages, fruit de plus d'une décennie de recherches acharnées. Et dans les deux cas, il s'agit d'une inculpation sans appel de l'OMS et son soutien de normes de protection complètement bidons contre la radiation ionisante.

https://nonuclear.se/files/Zimmerman201102ch5-6Betrayal_of_Mankind.pdf